

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

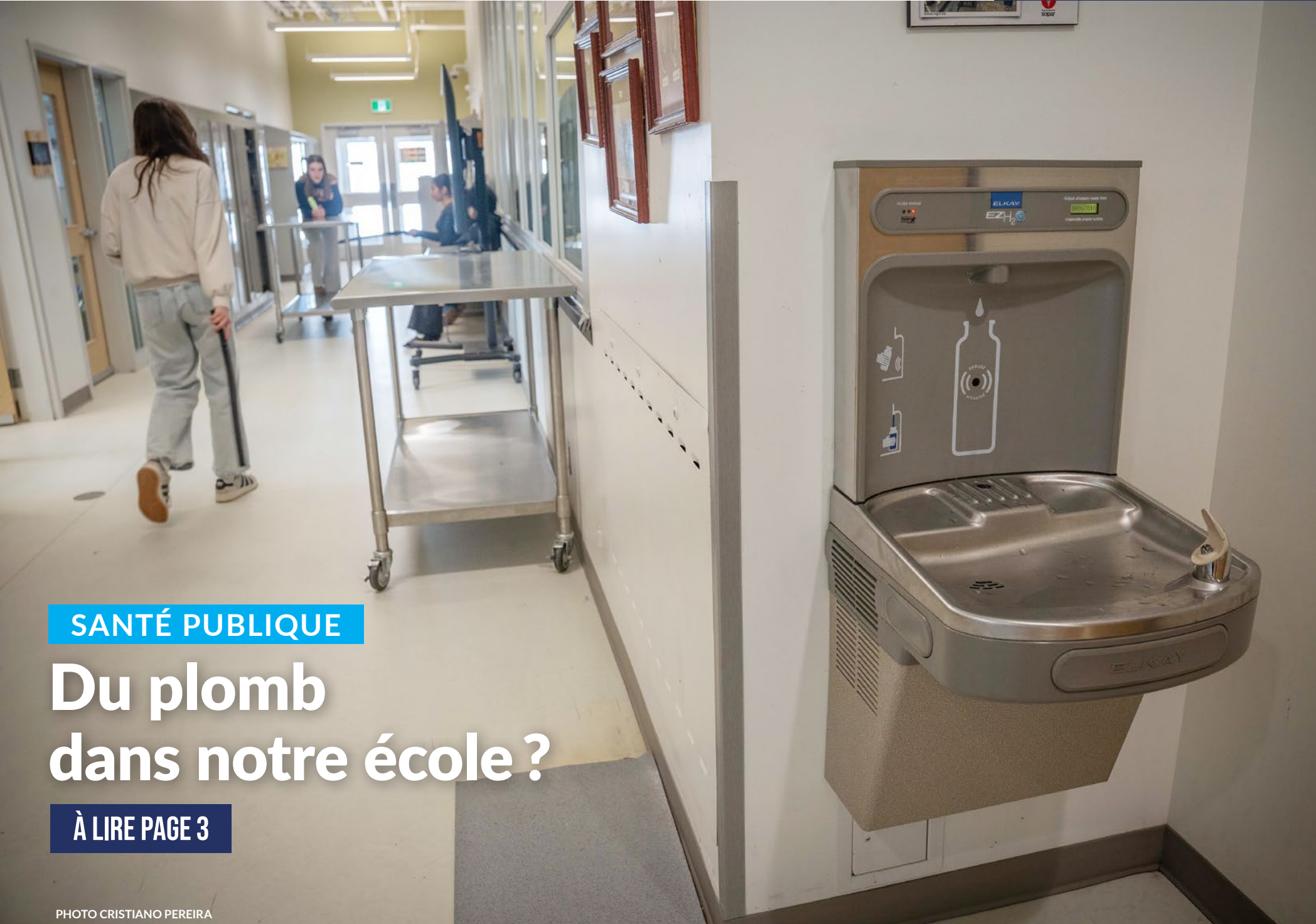
L'Aquilon

Volume 41 numéro 15
17 avril 2026



À LIRE PAGES 10 ET 11

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4



SANTÉ PUBLIQUE

Du plomb dans notre école ?

À LIRE PAGE 3

PHOTO CRISTIANO PEREIRA

PHOTO ISTOCK/PHOTOBOYKO

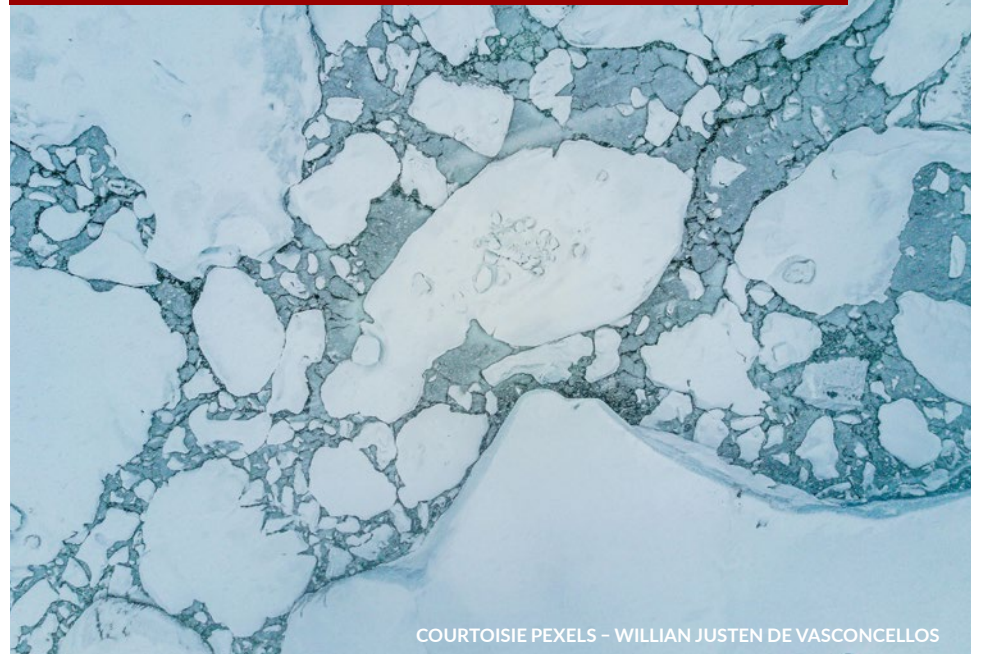


FRANCOPHONIE

Inuvik perd son unique classe d'immersion

À LIRE PAGE 4

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



COURTOISIE PEXELS - WILLIAN JUSTEN DE VASCONCELLOS

Une banquise de plus en plus fragile

À LIRE PAGE 8



Direction :	Nicolas Servel	Journalistes :	Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiereportages :	marketing@mediastenois.ca
Responsable éditoriale :	Cécile Antoine-Meyzonnade		Nelly Guidici	Représentation territoriale GTNO :	North Creative advertising@northagency.ca
Maquette :	Patrick Bazinet	Activités culturelles :	Élodie Roy		

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténos subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'édition, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



FIER MEMBRE

PARTENAIRES DE L'ARCTIQUE



LE NUNAVOIX
LE JOURNAL DES FRANCOPHONES DU NUNAVUT

L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

La francophonie est-elle en train de fondre ?

Une nouvelle glaçante a plongé la francophonie dans une situation préoccupante cette semaine : c'est la fin du programme d'immersion française à l'école primaire East Three à Inuvik. Cette fermeture marque un recul alarmant du tissu culturel et linguistique sur notre territoire. Plus discret et moins observé à la loupe que la fonte de la banquise, il dessine pour autant un avenir tout aussi fragile. Dans chacun des cas, c'est bien de vitalité, écologique ou francophone, dont on parle ici. Et chacune d'entre elles s'effrite sous une pression commune, provoquée par des décisions humaines.

La Fédération franco-ténoise l'a rappelé dans un communiqué publié ce 10 avril, dans les petites communautés comme Inuvik, les programmes d'immersion sont souvent

l'unique porte d'entrée pour la jeunesse francophone. Comment former les adultes de demain, ceux capables de faire résonner le français au travail, dans la culture, dans la politique, si on ne leur permet pas de le pratiquer ? Pour les francophones, tout comme les francophiles, on n'a plus à démontrer l'atout que représente le bilinguisme dans une société. Lorsque cette annonce est parue, il

est impossible de ne pas penser à la situation vécue par les familles de Fort Smith où celles-ci ont été obligées d'entamer des poursuites en justice pour faire valoir ce qui relève du droit commun, étudier dans une des langues officielles. Construire des autoroutes, des ponts, engager des milliards de dollars ne rime à rien si le territoire perd peu à peu ce qui le rend vivant, habité.

Dans un monde qui s'uniformise, aux dépens des cultures minoritaires ou exploitées, et qui se réchauffe, la longévité de notre langue aux TNO dépendra de la capacité des personnes gouvernantes à entendre le voix de son peuple.

Surtout, à voir au-delà des dollars dépensés et penser en matière d'investissement sur ce qui fait la richesse de notre pays.



LES VEILLEUSES DU NORD : vos quatre épisodes sont en ligne !

Chaque vendredi du mois de mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, est sorti un épisode inédit des *Veilleuses du Nord*, un balado engagé, ancré dans la réalité des femmes et des personnes concernées par les enjeux d'équité dans les Territoires du Nord-Ouest. Porté par le Comité les Elles-Ténoises+ de la Fédération franco-ténoise (FFT), en partenariat avec Médias ténos, le projet met en lumière des conversations essentielles.

Le balado se décline en quatre épisodes percutants : **la santé au féminin**, parce que comprendre son corps, c'est reprendre du pouvoir, **les finances personnelles**, pour parler d'autonomie économique sans tabou, **la charge mentale**, ce poids invisible qui pèse encore trop lourd et **la proche aidance**, un rôle crucial souvent exercé dans l'ombre.



L'Agenda d'Élodie

ÉCOUTEZ L'ÉDITO

ÉCOUTEZ L'AGENDA

« Spring Fling » (Norman Wells)

17 AU 19 AVRIL

La municipalité de Norman Wells a annoncé qu'un congé civique sera accordé lors de l'après-midi du 17 avril afin de souligner le lancement du « Spring Fling ». Cette célébration communautaire propose une variété d'activités pour tous les âges, allant d'ateliers culturels et sportifs pour les jeunes à des événements comme le karaoké et des danses. La fin de semaine se poursuivra avec des activités familiales en plein air, des jeux, des démonstrations, ainsi que des rassemblements communautaires incluant un marché et un barbecue.

Duo de violon et piano (Yellowknife)

18 AVRIL

Le Festival de musique Longshadow présente Duo Concertante pour leur dernier concert de la saison au centre du patrimoine septentrional Prince de Galles. Ce duo canadien formé de la violoniste Nancy Dahn et du pianiste Timothy Steeves, offrira une performance de musique de chambre fusionnant œuvres classiques et contemporaines. Le programme inclura des compositeurs tels que Dvořák, Brahms et Amanda Maier, ainsi que des créations modernes comme celles de Luis Ramirez et Carmen Braden. Le concert est gratuit, avec contribution volontaire.

L'Aventure des petits doigts (Yellowknife)

19 AVRIL

Organisé par l'AFCY, cet événement propose une expérience sensorielle destinée aux enfants de 0 à 6 ans. Intitulée *La fleur et le gardien des terres*, cette activité invite les tout-petits à explorer un univers poétique inspiré de la plus grande fierté des Territoires du Nord-Ouest, la nature. À travers des textures, des découvertes et des moments créatifs, les enfants développent leur imagination tout en renforçant leur lien avec l'environnement.

Collaborateurs de cette semaine
Camille Langlade, Ju Orthlieb,
Les As de l'info



Cet abreuvoir du secondaire n'est pas visé par l'avis de santé publique et son eau peut être consommée. (Photo Cristiano Pereira)

Du plomb dans l'eau à Allain St-Cyr, un ordre de santé publique émis

L'établissement de Yellowknife est visé après la détection de concentrations élevées dans certains robinets et fontaines. Plusieurs installations ont été mises hors service, tandis que l'école et le GTNO disent avoir déjà pris des mesures préventives.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

L'École Allain St-Cyr, à Yellowknife, fait désormais partie des établissements visés par des mesures de précaution après la détection de concentrations élevées de plomb dans certains appareils d'alimentation en eau potable.

Dans une mise à jour diffusée le 8 avril, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest indique avoir reçu les résultats des

analyses effectuées à l'école. Ceux-ci confirment que l'eau provenant de certains appareils présente des concentrations de plomb supérieures à la concentration maximale acceptable établie dans les Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada. Le Bureau de l'administrateur en chef de la santé publique a donc émis un ordre de santé publique pour l'établissement.

Comme la Garderie Plein soleil se trouve aussi dans les locaux de l'école, les analyses

ont inclus des espaces communs. Le GTNO précise qu'une concentration élevée de plomb a été détectée dans un appareil d'alimentation en eau situé dans un espace partagé entre la garderie et l'école.

Des mesures déjà en place

À la suite de ces résultats, les appareils d'alimentation en eau potable et les fontaines visées ont été mis hors service.

Dans un message adressé aux familles et au personnel, la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest indique que plusieurs points d'eau sont concernés. Elle précise que certaines installations doivent désormais être mises hors service, tandis que d'autres nécessitent un rinçage avant chaque utilisation. Les autres installations demeurent accessibles pour une utilisation régulière.

Le directeur général de la CSFTNO, François Rouleau, affirme à Médias Ténos que la commission scolaire a d'abord été étonnée par les résultats. M. Rouleau dit avoir été « initialement surpris, notamment en raison de l'âge relativement récent du bâtiment ». Il précise toutefois qu'« à l'analyse des résultats, il apparaît que certains échantillons ont été prélevés à partir d'abreuvoirs et de robinets qui étaient

déjà hors service depuis un certain temps, conformément à (leurs) pratiques préventives ».

Précautions maintenues

Le responsable scolaire soutient par ailleurs que l'école n'a pas attendu ces résultats pour agir. « Nous avons informé rapidement les familles et le personnel, en continuité avec notre approche proactive déjà mise en place en décembre dernier, où des stations d'eau potable avaient été installées à titre préventif », affirme-t-il.

Dans l'immédiat, les mesures ont été maintenues d'après François Rouleau : « Des sources d'eau potable alternatives sont accessibles dans l'école, et les installations concernées ont été mises hors service, conformément aux directives de santé publique. Notre priorité demeure d'assurer un environnement sécuritaire, sain et rassurant pour l'ensemble de notre communauté scolaire. »

Le GTNO doit maintenant mettre en place des correctifs pour les appareils concernés, notamment par le remplacement d'équipements ou l'installation de filtres, dans le cadre de son programme de dépistage de l'eau potable dans les écoles du territoire.



Une distributrice d'eau installée à l'École Allain St-Cyr, où des sources d'eau potable alternatives sont mises à la disposition des élèves et du personnel. (Photo Cristiano Pereira)



Le programme d'immersion sera remplacé à la rentrée 2026-2027 par un bloc quotidien de 90 minutes en français, tandis que le reste de la journée se déroulera désormais en anglais. (Photo iStock)

Inuvik met fin à son programme d'immersion française au primaire

Pour la FFT, il s'agit d'un « recul majeur » pour le français aux TNO. La ministre Caitlin Cleveland dit entendre les inquiétudes, mais le conseil scolaire responsable des écoles d'Inuvik reste pour l'heure muet face à notre demande d'entretien.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

La fin annoncée du programme d'immersion française à l'école primaire East Three, à Inuvik alimente les inquiétudes dans la communauté francophone. Plus qu'un simple réaménagement scolaire, la décision est perçue comme un recul concret de l'accès au français dans une région où les options demeurent déjà limitées.

L'immersion démantelée

Le changement doit entrer en vigueur à la rentrée 2026-2027. L'immersion française actuelle sera remplacée par

une formule plus légère : les élèves pourront suivre chaque jour un bloc de 90 minutes en français, comprenant notamment le français et les sciences humaines, avant de rejoindre ensuite les classes correspondant à leur niveau pour le reste de la journée en anglais. Autrement dit, des matières qui étaient jusqu'ici enseignées en français, comme les mathématiques ou les sciences, ne le seront plus.

Le conseil scolaire justifie ce virage par une baisse des effectifs, une diminution des inscriptions en immersion ainsi que des contraintes plus larges liées aux ressources disponibles. Selon les informations déjà communiquées publiquement, 23 élèves sont actuellement inscrits au programme, qui repose sur deux enseignantes. Le Conseil éducatif du Beaufort-Delta soutient aussi que des changements dans certains mécanismes de financement fédéraux ont réduit sa marge de manœuvre pour maintenir ce type de programmation.

La FFT sonne l'alarme

Mais pour la Fédération franco-ténoise, l'enjeu dépasse largement une question de chiffres. Dans un communiqué diffusé le 10 avril, l'organisme parle d'un « recul majeur pour le français » aux Territoires du Nord-Ouest. La FFT rappelle que, dans une collectivité comme Inuvik, où il n'existe pas d'école francophone de langue première, l'immersion représente « le seul accès à un apprentissage substantiel du français » pour plusieurs enfants.

L'organisme soutient aussi que ces programmes jouent « un rôle essentiel à la vitalité du fait français » et peuvent contribuer, à long terme, à une plus grande présence du français dans les services, la vie communautaire et le marché du travail. La Fédération établit en outre un lien avec le développement annoncé de la région. Réduire l'accès à l'éducation en français à ce moment-ci, estime-t-elle, risque de compliquer « l'attraction et la rétention des francophones et des francophiles ».

Le GTNO garde ses distances

Interrogée par Médias ténois, la ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, Caitlin Cleveland, dit comprendre « à quel point cette nouvelle peut être bouleversante » pour les familles et la communauté francophone. Elle souligne toutefois que « les décisions opérationnelles » sur les programmes offerts dans une école relèvent des autorités scolaires locales, et non du gouvernement territorial.

La ministre affirme néanmoins que les commentaires des parents et des organismes communautaires restent importants pour mieux saisir les effets locaux d'une telle décision. Elle ajoute que le gouvernement veut continuer à « soutenir l'apprentissage du français » lorsque cela est possible, notamment dans les petites collectivités et les régions éloignées, où les pressions liées aux effectifs et au personnel peuvent être plus marquées.

Le conseil scolaire, lui, n'a pas répondu aux questions de Médias ténois avant publication. Des demandes de commentaire ont été envoyées à Krista Cudmore, directrice générale par intérim, puis à Devin Roberts, surintendant, et relancées à plusieurs reprises, sans réponse.

Le 28 Avril

JOUR de DEUIL NATIONAL

En mémoire des travailleuses et travailleurs blessés ou tués au travail.

Ensemble, nous nous engageons à assurer la sécurité des travailleurs dans le Nord.

WSSC Workers' Safety & Compensation Commission | Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs
 WSSC-ALTA 1.800.66.0792 | WSSC-ALTA 1.877.694.4427

Des fonds pour aider les collectivités à mieux faire face aux feux

Le gouvernement territorial relance un programme destiné à appuyer des projets locaux de prévention et de préparation. L'an dernier, le premier appel avait déjà suscité plus de demandes que le programme ne pouvait en financer.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Les collectivités ténéoises qui veulent mieux se préparer aux feux de forêt peuvent de nouveau demander de l'aide financière au gouvernement territorial. Le GTNO a relancé son programme de contributions pour le renforcement de la résilience des collectivités face aux feux de forêt, un fonds qui peut servir à financer aussi bien des travaux sur le terrain que de la formation, de la planification ou des achats d'équipement. Et, signe que le besoin est réel, le premier appel lancé l'an dernier avait déjà attiré plus de demandes que le programme ne pouvait en financer.

Qui peut faire une demande ?

Selon les lignes directrices du programme, environ 1,8 million de dollars sont disponibles chaque année, avec un maximum de 300 000 \$ par demandeur ou par projet au cours d'un même exercice financier.

Les propositions peuvent être soumises tout au long de l'année, jusqu'à ce que l'enveloppe soit entièrement engagée. Les gouvernements communautaires, les gouvernements et organisations autochtones, les organismes sans but lucratif et certaines associations de quartier peuvent présenter une demande. Les particuliers et les entreprises, eux, ne sont pas admissibles.

Le programme ne vise pas un seul type d'intervention. Les projets admissibles peuvent toucher la gestion de la végétation, la planification d'urgence, la formation, l'éducation du public, l'achat d'équipement ou encore l'élaboration de règlements et de normes liés à l'approche FireSmart.

Des besoins variables

Le gestionnaire de la prévention et de l'atténuation des feux de forêt au ministère de l'Environnement et du Changement



Le GTNO relance son programme de contributions pour aider les collectivités à mieux se préparer aux feux de forêt, que ce soit par la formation, la planification ou des travaux de gestion des combustibles. (Courtoisie)

climatique du GTNO, Mike Westwick, explique à Médias Ténéois que les besoins diffèrent largement d'une collectivité à l'autre.

« Les collectivités n'en sont pas toutes au même niveau de préparation, et les types de projets qui auront le plus d'effet sur la résilience face aux feux de forêt dépendront des besoins propres à chacune », dit-il.

Autrement dit, une localité peut avoir déjà beaucoup investi dans la réduction des combustibles forestiers, mais manquer d'expérience du côté du service d'incendie quand vient le temps de répondre à un feu de forêt. Dans un tel cas, estime-t-il, il serait pertinent de miser sur la formation croisée et le renforcement des capacités locales.

Ailleurs, le problème peut être tout autre. « À l'inverse, on peut avoir un excellent service d'incendie prêt à intervenir, mais encore beaucoup de travail non financé à faire en matière de gestion des combustibles. Dans ce cas, j'aimerais voir des demandes visant à soutenir davantage de travaux de

gestion et d'entretien des combustibles », explique-t-il.

Un appui du GTNO

Pour le GTNO, les besoins sont déjà en bonne partie connus grâce aux plans communautaires de protection contre les feux de forêt, qui recensent les vulnérabilités locales et les mesures recommandées. Mike Westwick ajoute que les agents forestiers régionaux peuvent aussi aider les collectivités à cerner les projets les plus utiles.

Le porte-parole reconnaît par ailleurs que la capacité varie beaucoup d'une collectivité à l'autre. Mais, selon lui, la

résilience face aux feux de forêt ne peut pas reposer sur un seul acteur.

« En ce qui concerne la capacité des collectivités et la responsabilité partagée, même si cette capacité varie, la réalité est qu'il n'y a pas de réussite dans ce domaine sans la participation de tous les ordres de gouvernement », affirme-t-il.

Il souligne enfin que, dans certains cas, le GTNO intervient lui-même pour combler certaines lacunes, notamment en finançant des ressources saisonnières pour offrir des évaluations résidentielles FireSmart dans les petites collectivités qui ne peuvent pas les réaliser elles-mêmes.



Selon Mike Westwick, les besoins varient fortement d'une collectivité à l'autre : certaines ont besoin de renforcer les capacités de leur service d'incendie, d'autres de poursuivre des travaux sur le terrain. (Photo Cristiano Pereira)

Le BOROPG a publié la révision provisoire du document « Bulletin d'application et directives – Plan de protection de l'environnement » et souhaite maintenant consulter la population pour recueillir ses commentaires.

L'échange prendra fin le **6 mai 2026**.
Contactez orogo@gov.nt.ca.

BOROPG

BUREAU DE L'ORGANISME DE RÉGLEMENTATION DES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES DES NT-G

Timber Bay : R.J. Simpson présente ses excuses, Łutsël K'é juge le geste insuffisant

Quatre ans après le raid mené lors d'un camp culturel, le premier ministre ténéoïs a reconnu le traumatisme vécu sur place. Son intervention a cependant été rejetée par la Première Nation.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, R.J. Simpson, a présenté le 7 avril dernier des excuses à la population de Łutsël K'é pour les répercussions de l'intervention menée en 2022 par des agents de la faune à Timber Bay. Sa déclaration n'a toutefois pas apaisé les tensions avec la Première Nation des Dénés de Łutsël K'é, qui a jugé la démarche insuffisante et mal adaptée à ce qu'elle réclamait depuis plusieurs années.

Le raid de 2022

L'affaire remonte au 13 septembre 2022. Ce jour-là, des agents de la faune sont intervenus à Timber Bay, sur le lac Artillery, pendant un camp culturel réunissant des membres de la communauté. Selon la Première Nation, les agents ont fouillé pendant des heures des tentes familiales et des tipis dans une opération vécue comme une intrusion brutale. La communauté a affirmé que des enfants en sont sortis en



R.J. Simpson a reconnu le tort causé à Łutsël K'é, tout en réaffirmant que l'intervention de 2022 reposait, selon lui, sur des motifs valables. (Photo Cristiano Pereira)

les excuses insuffisantes et peu sincères. Selon lui, le premier ministre aurait dû se rendre dans la communauté pour s'adresser directement aux personnes touchées, plutôt que de diffuser une déclaration à distance. Il a également soutenu qu'une visite à Łutsël K'é avait déjà été envisagée auparavant dans une perspective plus large de guérison et de réconciliation. Au moment de publier ces lignes, le chef n'avait pas encore répondu aux sollicitations de Médias ténéoïs.

Au-delà de Timber Bay

Au-delà de la question des excuses, la déclaration de R.J. Simpson a aussi cherché à élargir le débat. Après avoir abordé Timber Bay, le premier ministre a ramené la discussion vers d'autres enjeux soulevés par Łutsël K'é, notamment le logement, la santé, le mieux-être communautaire et la gestion du caribou. Il a rappelé certains investissements du GTNO dans la collectivité et a reconnu que les progrès « n'ont pas toujours été ressentis » et que les attentes « n'ont pas toujours été satisfaites ».

Il a ensuite inscrit cette affaire dans un cadre plus large, celui des grands projets et du développement du Nord. Selon lui, ces discussions devaient se faire « dans ce même esprit de partenariat » et représentaient « une réelle occasion » de créer des retombées concrètes pour les collectivités.

Cet élargissement du propos n'était pas anodin. Du côté de Łutsël K'é, le mécontentement dépassait déjà depuis longtemps le seul dossier de Timber Bay. Avant même la déclaration du premier ministre, James Marlowe avait menacé de refuser son appui à certains grands projets si le gouvernement territorial ne répondait pas à ses demandes.

pleurs et que des aîné.e.s en ont été profondément marqués.

À l'époque, le gouvernement territorial soutenait que les agents exécutaient un mandat de perquisition dans le cadre d'une enquête sur du caribou récolté illégalement dans la zone de gestion du noyau mobile, où la chasse est interdite afin de protéger la harde de Bathurst. Ce mandat a par la suite été annulé par la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

Des regrets, sans recul sur le fond

Dans sa déclaration, R.J. Simpson a indiqué vouloir « s'adresser directement à la population de Łutsël K'é, aux aîné.e.s, aux familles et aux jeunes présents à Timber Bay ». Il a dit comprendre qu'il s'agissait d'« une expérience bouleversante pour de nombreuses personnes de la collectivité » et a ajouté : « J'en suis désolé. »

Mais le premier ministre ne s'est pas limité à reconnaître les effets de l'intervention. Il a aussi tenu à en défendre les fondements. Il a évoqué « des éléments de preuve crédibles indiquant des pratiques de chasse illégale dans une aire protégée », du gaspillage de viande sur le site, ainsi qu'une analyse ADN ayant, selon lui, confirmé « un lien entre les caribous abattus et la viande trouvée au campement ».

Łutsël K'é rejette la démarche

C'est cette double ligne qui a nourri la réaction négative de Łutsël K'é. Dans des propos rapportés notamment par CBC et Cabin Radio, le chef James Marlowe a jugé



AIDE FINANCIÈRE

Vous avez une idée de projet pour réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Programme de subventions publiques pour la réduction des GES

Vous êtes un gouvernement, une entreprise ou un organisme sans but lucratif ayant une idée de projet visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et vos coûts d'électricité et de chauffage?

Réduisez les émissions. Économisez.

Demandez une subvention dès aujourd'hui! www.inf.gov.nt.ca/fr/services/energie/programme-de-subventions-publiques-pour-la-reduction-des-ges

Soumettez votre demande dès maintenant



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

La majorité des enfants francophones vont dans des garderies en anglais

Hors Québec, 54 % des enfants admissibles à l'instruction en français ont fréquenté des services de garde en anglais, indique un rapport de Statistique Canada. Le manque de choix et de disponibilités serait les causes principales.

Camille Langlade – Francopresse – IJL

Seuls 35 % des enfants admissibles à l'instruction en français hors Québec ont fréquenté un service de garde en français, tandis que 12 % ont utilisé un service bilingue.

Les données sont tirées d'un rapport inédit de Statistique Canada sur les services de garde dans la langue officielle minoritaire. Il combine deux enquêtes de 2022 et le Recensement de la population de 2021.

Le Nouveau-Brunswick arrive en tête pour la fréquentation des garderies en français avec 63 % (75 % dans le nord de la province). En revanche, les taux sont beaucoup plus bas en Alberta (17 %) et en Colombie-Britannique (13 %).

L'influence du milieu familial

L'étude met en lumière l'effet de la langue parlée à la maison sur le choix. Les enfants dont les deux parents parlent français à la maison sont trois fois plus susceptibles (66 %) d'avoir fréquenté une garderie francophone que ceux dont aucun parent ne parle le plus souvent français à la maison (20 %).

Lorsqu'aucun des parents ne parle français le plus souvent à la maison, 69 % de ces enfants admissibles finissent dans une garderie anglophone.

Dans les familles où les deux parents parlent le plus souvent français, l'identité (68 %) constitue la principale raison invoquée pour avoir choisi un service de garde en français plutôt qu'en anglais.

Dans les foyers où le français n'est pas la langue la plus utilisée, c'est le bilinguisme (73 %) qui est mis de l'avant.

Choix par défaut

De précédentes études de Statistique Canada ont montré une hausse du personnel des services de garde utilisant le français au travail au Canada hors Québec, entre 2001 et 2016.

Comme l'a remarqué l'analyste principal de la nouvelle étude, Étienne Lemyre, lors d'un webinaire organisé par l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) : « Cette augmentation-là était plus rapide que le nombre d'enfants vivant dans une famille de langue française. Alors, ces premiers résultats-là



Les enfants dont les deux parents parlent français à la maison sont trois fois plus susceptibles d'avoir fréquenté une garderie francophone. (Photo : Yan Krukau – Pexels)

suggéraient une croissance de la disponibilité des services de garde en français. »

Or, il n'en est rien.

Parmi les parents qui ont eu recours à un service de garde en anglais, environ 40 % auraient préféré que leur enfant fréquente un service de garde en français. « On est tout à fait conscient que parfois, il n'y a pas de choix. C'est le service de garde qui est disponible, qui est le plus près, qui fonctionne le mieux. »

Pourquoi ce fossé? Le rapport identifie plusieurs facteurs qui expliquent pourquoi l'augmentation du personnel ne s'accompagne pas nécessairement d'une hausse de la fréquentation.

À commencer par le manque de places persistantes : les services de garde francophones sont moins susceptibles d'avoir des places disponibles à temps plein (41 %) par rapport à la moyenne globale (46 %) hors Québec.

La distance pèse aussi dans la balance. Pour un tiers (33 %) des parents qui utilisent un service en anglais par dépit, la distance par rapport à l'établissement francophone est un facteur déterminant.

Une donnée intéressante, estime la présidente et chercheuse principale de la firme de consultation Sociopol, Mariève Forest, car elle remet « la quotidienneté » et l'aspect géographique au cœur de la réflexion, alors que « des fois, on ne la prend pas en compte ».

Le français peine à s'imposer seul

Au sein du personnel, l'usage du français dans les services de garde à l'extérieur du Québec reste largement minoritaire et souvent indissociable de l'anglais.

Le français – seul ou combiné à d'autres langues – est utilisé avec les parents ou les enfants par 19 % des fournisseurs en centre, comparativement à 6 % en milieu familial agréé et 8 % en milieu familial non agréé.

L'usage exclusif du français demeure, quant à lui, un phénomène marginal à l'échelle du pays, ne concernant que 2 % des centres de garde.

Seul le Nouveau-Brunswick, province officiellement bilingue, fait figure d'exception. Près d'un fournisseur de services de garde sur quatre (23 %) utilise le français comme seule et unique langue de communication.

En 2021, à peine 6 % des travailleurs et travailleuses des services de garde hors Québec utilisaient le français au moins régulièrement au travail.

Contexte particulier

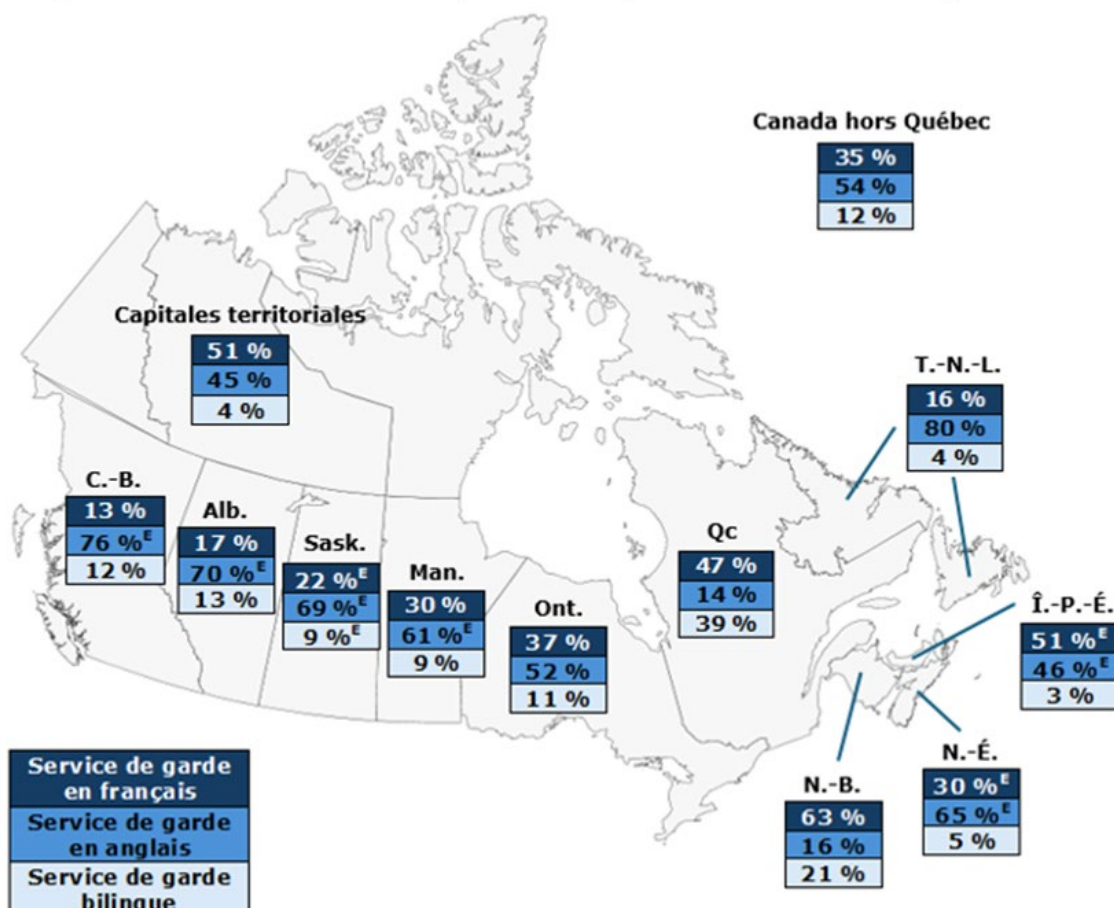
Au vu des dates des sources de données, 2021 et 2022, « il faut être conscient que [...] c'est un contexte qui était assez particulier », a commenté l'analyste principal de l'étude, Étienne Lemyre, lors d'un webinaire organisé par l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC).

« Il y a eu des restrictions liées à la pandémie qui ont eu des répercussions sur le secteur des services de garde. »

Ces informations n'en demeurent pas moins pertinentes, a-t-il rappelé. « Ça demeure les données qui sont les plus récentes, les plus riches, les plus étendues sur la question. »

« C'est certain que le visage de notre francophonie et de nos communautés francophones, et même le visage de ces données-là, pourrait éventuellement changer », avance de son côté la directrice générale de la Commission nationale des parents francophones (CNPF), Marie-Andrée Asselin, en entrevue avec Francopresse.

Proportion des enfants admissibles à l'instruction dans la langue officielle minoritaire qui ont fréquenté un service de garde – 2022



^E à utiliser avec prudence

Note : Parmi les enfants âgés de 1 à 17 ans qui fréquentaient ou avaient fréquenté un service de garde au Canada.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population de langue officielle en situation minoritaire de 2022.

Connexion Arctique

Une collaboration de vos médias francophones des trois territoires



Recul inéluctable de la banquise en Arctique

En Arctique, la banquise arctique, qui atteint normalement son maximum en mars, a enregistré le mois dernier un niveau historiquement bas. Ce recul, lié au réchauffement climatique, fragilise les écosystèmes et entraîne des conséquences majeures pour les collectivités des territoires.

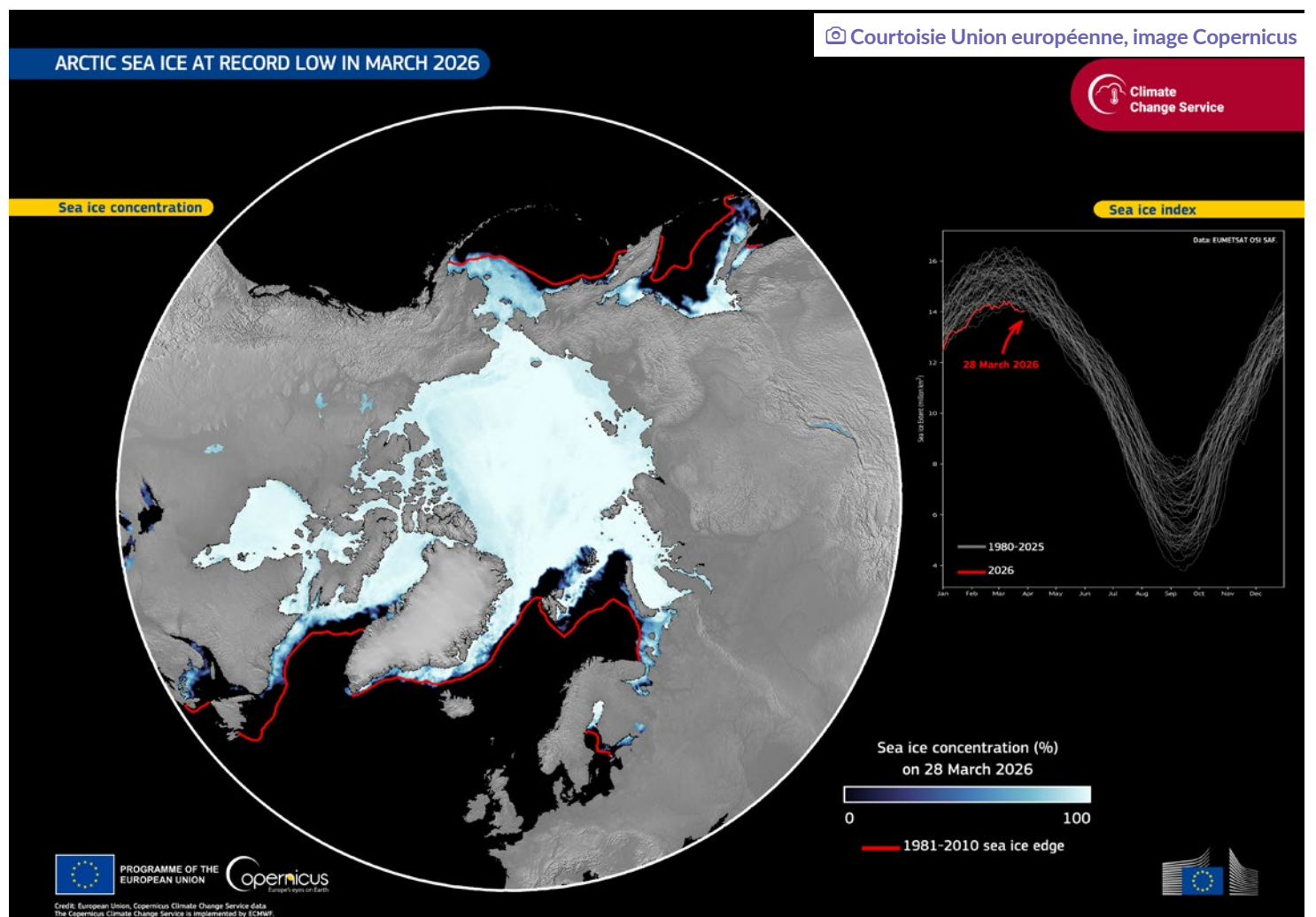
Nelly Guidici

La banquise arctique suit un cycle saisonnier de croissance et de recul qui influence les écosystèmes locaux et la dynamique océanique mondiale. Elle atteint généralement son étendue maximale annuelle en mars, après des semaines de progression durant l'hiver, avant de reculer à mesure que les températures remontent au printemps.

Cependant, des observations récentes indiquent un écart significatif par rapport aux moyennes historiques. En effet, entre le 15 et le 28 mars dernier, l'étendue de la banquise arctique est restée à son niveau le plus bas jamais enregistré pour cette période de l'année, soulignant une réduction significative par rapport à la moyenne climatologique.

UN REcul AMPLIFIÉ PAR DES MÉCANISMES COMPLEXES

Le recul de la banquise résulte d'une combinaison de processus liés au changement climatique. Le réchauffement atmosphérique retarde la formation de la glace et accélère le réchauffement de la surface. Parallèlement, le réchauffement



Du 15 au 28 mars 2026, l'étendue de la banquise arctique est restée à son niveau le plus bas jamais enregistré pour cette période de l'année.

des océans fait fondre la banquise sous la surface et limite sa capacité à se reconstituer pendant les mois les plus froids. Une glace

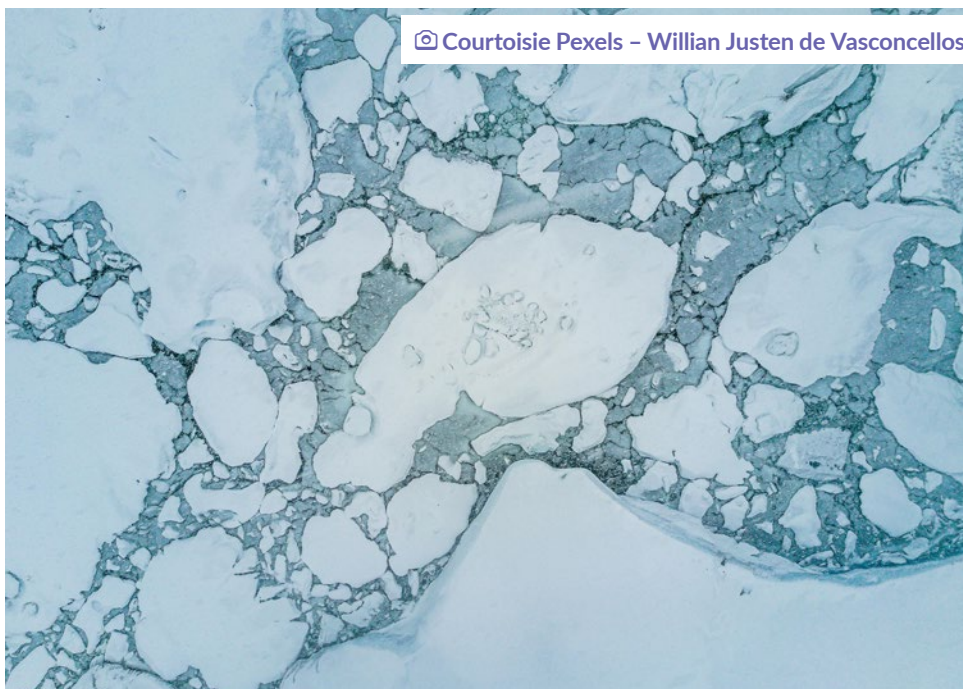
plus fine est plus fragile, se brise plus facilement et dérive plus rapidement sous l'influence des vents et des courants. À mesure que la glace recule, les surfaces océaniques plus sombres sont exposées, absorbant davantage de chaleur et renforçant ainsi la fonte. Cela signifie que la perte de banquise n'est pas une simple réponse linéaire à la hausse de températures, mais un système façonné par des boucles de rétroaction qui accélèrent le changement.

Selon le service marin de l'agence Copernicus, les conséquences de cette fonte sont multiples, autant sur les écosystèmes que sur l'économie des collectivités du nord.

« Dans l'Arctique, l'évolution de l'état des glaces a des répercussions sur les communautés côtières, modifie les habitudes de la faune et accroît la vulnérabilité à l'érosion côtière. Parmi les répercussions socioéconomiques, on peut citer la réorganisation des pêcheries, l'élargissement de l'accès aux routes maritimes arctiques et l'augmentation des risques opérationnels liés à l'instabilité des glaces et au déplacement des icebergs », indique l'organisme dans une déclaration publiée le 30 mars.

DES IMPACTS ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES MAJEURS

Les conséquences de la fonte de la banquise en Arctique sont multiples, autant sur les écosystèmes que sur l'économie des collectivités du nord.



Courtoisie Pexels - Willian Justen de Vasconcellos

Canada-Finlande : une alliance stratégique pour un brise-glace de nouvelle génération

Entre la Finlande et le Canada, la construction du brise-glace Polar Max avance dans les termes du calendrier initial. La première soudure officielle de la coque a eu lieu le 31 mars à Lévis, au Québec.

Nelly Guidici

Le constructeur naval Davie a annoncé que la construction du futur brise-glace Polar Max, dont la coque a été découpée à Helsinki, en Finlande, et acheminée au Québec, se poursuit maintenant à Lévis.

Le chantier a officiellement débuté en août 2025 à Helsinki avec la première découpe d'acier pour la coque, tandis que la première soudure officielle a été réalisée le 31 mars dernier, à Lévis.

C'est dans le cadre d'un contrat à prix fixe que le chantier a été attribué à Davie en mars 2025. La construction du brise-glace progresse à un rythme inédit, selon le constructeur grâce à une collaboration étroite entre Davie, le chantier naval d'Helsinki et la Garde côtière canadienne.

« Cette approche illustre le rôle central de Davie dans la construction navale canadienne et démontre une fois de plus que Davie contribue directement au renforcement de la souveraineté canadienne en Arctique en accélérant l'accès à des capacités essentielles », explique Catherine Audet, directrice des affaires publiques à Davie.

La construction est menée simultanément au Canada et en Finlande, ce qui permettra de réduire de plusieurs années les délais de livraison. Pour M^{me} Audet, le rythme exceptionnel du projet Polar Max s'explique principalement par l'approche innovante proposée par Davie au gouvernement du Canada, qui a permis de devancer de près d'une décennie la livraison d'un brise-glace



© Courtoisie Davie

La construction du brise-glace Polaire Max est un chantier d'ampleur à Lévis au Québec. La première découpe d'acier pour la coque a eu lieu à Helsinki en Finlande en août 2025.

polaire par rapport au plan initial. « Le contrat repose sur un design éprouvé, ce qui a permis d'éviter plusieurs années de conception et d'entrer rapidement en phase de production », précise-t-elle.

UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE AVEC LA FINLANDE

En mars 2025, la société Davie, propriétaire du chantier naval d'Helsinki, a signé un accord avec le gouvernement canadien pour la construction d'un brise-glace de grande puissance. Ce nouveau navire, dont le plan s'inspire de la base de la forme de coque originale Aker ARC 148 d'Aker Arctic, créé par le chantier naval d'Helsinki.

La collaboration avec la Finlande et son savoir-faire mondialement reconnu est bénéfique selon M^{me} Audet. De plus, un important échange de savoir-faire entre les

équipes canadiennes et finlandaises est en cours, et plus d'une cinquantaine d'employés participent déjà à des rotations entre les deux pays, contribuant à renforcer l'expertise qui appuiera les futurs programmes de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN). « Ces échanges s'inscrivent dans le cadre du ICE Pacte, une initiative qui vise à renforcer la

coopération entre nations alliées afin de soutenir le développement des capacités industrielles en construction navale », élabore M^{me} Audet.

Les autres navires prévus dans l'enveloppe de la SNCN seront livrés de façon échelonnée selon les calendriers contractuels établis par le gouvernement du Canada.

AIDE FINANCIÈRE

Mesure incitative pour les chasseurs et les trappeurs

Le programme Fourrures authentiques de la vallée du Mackenzie augmente certains paiements versés aux trappeurs pour les peaux afin d'appuyer et d'encourager la chasse et le piégeage aux TNO.

Ces changements comprennent une augmentation des paiements au titre du Programme des trappeurs commandités pour le loup, le carcajou, l'ours, le lynx et le castor, ainsi qu'une hausse de la prime pour fourrures de haute qualité pour le castor.

Pour en savoir plus : <https://www.gov.nt.ca/ecc/fr/services/programme-fourrures-authentiques-de-la-vallee-du-mackenzie>

Le Polar Max sera un navire de 22 800 tonnes. Il servira également de navire de recherche, capable d'intervenir toute l'année dans le cadre d'opérations de lutte contre les marées noires et de remorquage d'urgence.



© Courtoisie Vancouver Shipyards (VSY)

Le brise-glace Polaire Max aura la capacité d'opérer plus de huit mois en mer sans réapprovisionnement.



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

L'Aiglon, 17 avril 2026

LES AS DE L'INFO



Scandale à l'érable : Du faux sirop vendu à l'épicerie!

Un important producteur de sirop d'érable de la Montérégie s'est fait prendre à vendre du sirop d'érable trafiqué! Un journaliste de l'émission *Enquête*, à Radio-Canada, a découvert que ses conserves de sirop d'érable « 100 % pur » contenaient en fait... 50 % de sucre de canne. Et ce changement de recette est interdit! On t'explique tout sur cette fraude sucrée!

MARIE BERNIER
ET MAI DURETTE POULIN
AS DE L'INFO

Tout commence par un goût étrange... Un dimanche matin, le journaliste d'enquête Gaétan Pouliot mange ses crêpes avec du sirop d'érable acheté en épicerie. Sur la conserve, il est marqué « 100 % pur », mais le journaliste a un doute. Son sirop ne goûte vraiment pas comme d'habitude. Gaétan Pouliot lance l'enquête. Il demande à des complices de rendre visite au producteur de sirop d'érable dont le nom est marqué sur la canne de sirop : Steve Bourdeau. Cet acériculteur de la Montérégie vend ses cannes de sirop dans des centaines d'épiceries au Québec et même ailleurs dans le monde. Sans savoir qu'il est filmé par une caméra cachée, M. Bourdeau affirme produire plus de 1 million de cannes de sirop par année.

En secret, le journaliste fait tester cinq conserves de sirop d'érable de Steve

Bourdeau en laboratoire. Le résultat : elles contenaient toutes plus de 50 % de sucre de canne!

Quel est le problème?

Le Québec est le plus grand producteur de sirop d'érable au monde. C'est une industrie avec beaucoup de règles à respecter. Le sirop d'érable vendu en épicerie doit être composé d'un seul ingrédient : de l'eau d'érable. La mention « 100 % pur » signifie qu'il ne devrait y avoir rien d'autre. Surtout pas 50 % de sucre de canne!

Est-ce que c'est grave?

Les personnes qui ont mangé de ce sirop n'ont pas à s'inquiéter : le sucre de canne n'est pas toxique ni dangereux. C'est juste qu'elles ont été trompées : elles n'ont pas mangé ce qu'elles croyaient acheter. Et du sirop de sucre de canne... c'est moins savoureux que du véritable sirop

d'érable. Au Québec, on appelle ça du « sirop de poteau »!

Mais pourquoi ajouter du sucre de canne?

Le sirop d'érable, ça coûte cher à produire. Tandis que, du sucre de canne, c'est moins cher. Mélanger du sucre de canne au sirop d'érable permet de vendre son sirop moins cher que les autres producteurs. Et moins le produit est cher, plus les consommateurs en achètent!

C'est ce que Steve Bourdeau a fait en vendant ses produits pour aussi bas que 5 \$.

Comment est-ce possible?

Selon les règles au Québec, le sirop d'érable vendu en épicerie doit être inspecté. Alors comment se fait-il que personne n'avait détecté plus tôt qu'il y avait du sirop trafiqué? C'est parce que Steve Bourdeau échappait aux vérifications obligatoires en mettant lui-même son sirop en conserve et en le vendant directement dans les épiceries.

Ses produits ont été retirés des tablettes après la diffusion du reportage d'*Enquête*.

Comment le producteur a-t-il réagi?

Quand le journaliste l'a confronté, Steve Bourdeau a nié être responsable du mélange dans ses conserves. Il a affirmé que le sucre de canne devait être déjà présent dans le

sirop qu'il avait acheté de l'extérieur du Québec et qu'il avait revendu.

Prétendre vendre du véritable sirop d'érable, alors que c'est en fait du « sirop de poteau », c'est tromper les clients. Mais c'est aussi interdit. Cette fraude, c'est du jamais-vu dans l'histoire du sirop d'érable.

Vérifie ton sirop!

Les clients qui ont acheté du sirop de Steve Bourdeau peuvent rapporter la conserve en épicerie et demander un remboursement. Pour savoir si c'est le cas, vérifie l'étiquette de la conserve, s'il est écrit le numéro 9227-8712 Québec inc. ou le nom de Steve Bourdeau.

Mise à jour 📢

Mercredi, une femme qui a acheté des produits de Steve Bourdeau a déposé une demande d'action collective. C'est-à-dire qu'elle s'est tournée vers les tribunaux pour demander qu'elle et tous les autres clients qui ont acheté du sirop trafiqué dans les 3 dernières années reçoivent 100 \$ en guise de compensation. Mais ce n'est pas automatique : un ou une juge devra d'abord autoriser la poursuite. Ensuite, il ou elle devra entendre les arguments des deux côtés (les clients et M. Bourdeau) avant de trancher. C'est un processus qui peut prendre des années!

Et toi, es-tu capable de faire la différence entre sirop d'érable et « sirop de poteau »? Que préfères-tu?

Montage As de l'info



Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.

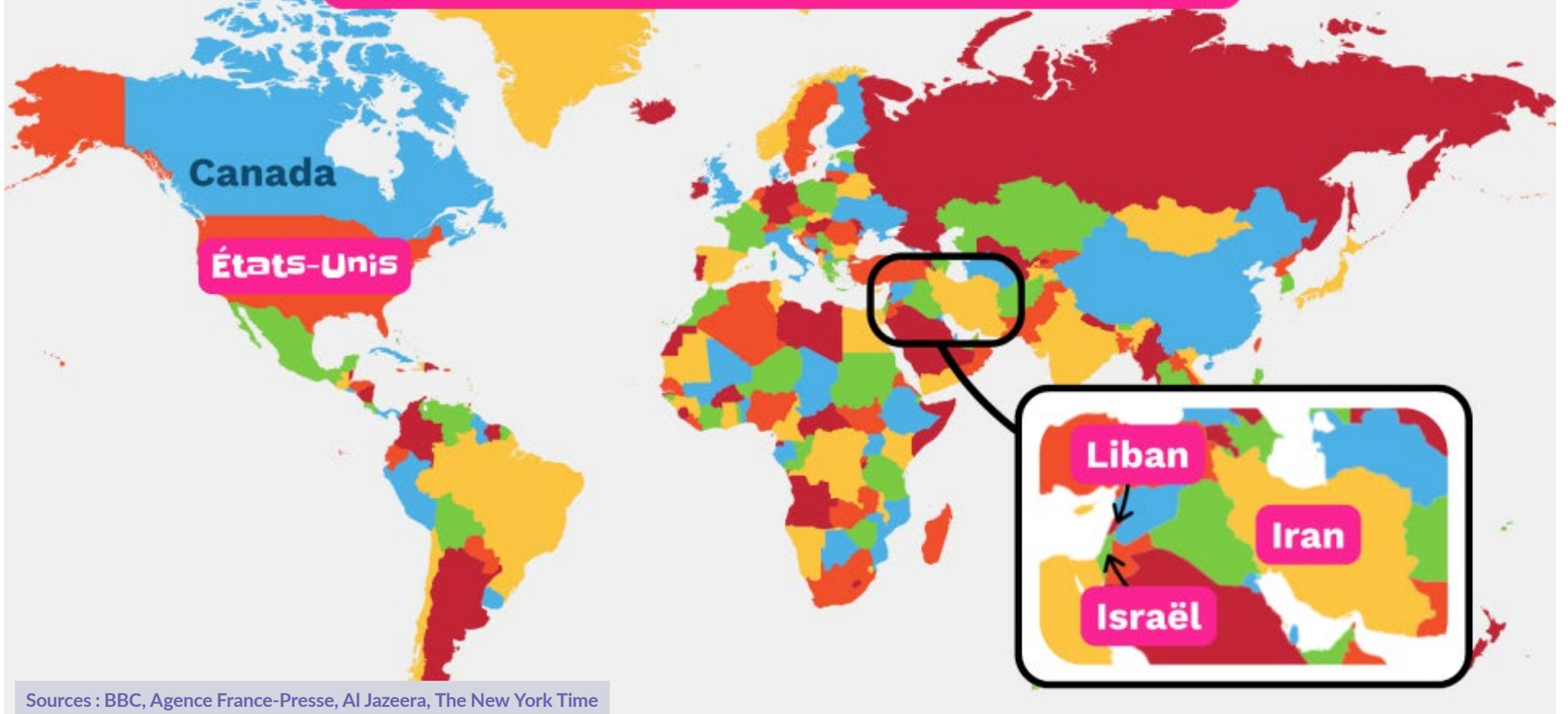


LES AS DE L'INFO



Où se déroule cette nouvelle?

Montage As de l'info



Sources : BBC, Agence France-Presse, Al Jazeera, The New York Time

Qu'est-ce qui se passe au Liban?

Mercredi, Israël a bombardé plusieurs régions du Liban, un pays du Moyen-Orient. Il y a eu plus de 200 morts et au moins 1000 personnes ont été blessées. Mais qu'est-ce qui se passe? Voici ce que tu dois savoir.

CAMILLE LOPEZ - AS DE L'INFO

Ce qui s'est passé

Le 8 avril, Israël a mené 100 attaques aériennes au Liban en 10 minutes. Les bombardements visaient des cibles un peu partout au pays, incluant Beyrouth, la capitale. C'est la plus grosse frappe d'Israël au Liban depuis le début du conflit au Moyen-Orient.

Selon le gouvernement libanais, plus de 200 personnes ont été tuées et au moins 1000 ont été blessées. Les secouristes cherchent encore des survivants. Leur travail est difficile, puisque les frappes ont détruit de nombreux immeubles. Dans les rues, il y a beaucoup de débris, comme des voitures calcinées, des morceaux de béton et des débris.

Quelles sont les raisons d'Israël?

Israël dit viser des endroits où se cachent des membres du Hezbollah, un groupe armé libanais hostile à Israël et soutenu par l'Iran.

Israël et le Hezbollah sont des ennemis de très très longue date. Et depuis le 2 mars, on assiste à un nouvel épisode de violences entre les deux. Cette journée-là, le Hezbollah a attaqué Israël pour venger la mort du guide suprême iranien, tué le 28 février dans une attaque des Israéliens et des Américains. C'est à cette attaque qu'Israël répond, à coups de bombardements. Mais même si Israël affirme vouloir atteindre le Hezbollah, ses attaques tuent des innocents, qui ne font pas partie du conflit.

La guerre menée au Liban perturbe tout le pays. Depuis le début du mois de mars, 1500 Libanais sont morts dans ce conflit, et plus d'un million de personnes ont dû fuir leurs maisons.

Les Libanais du Canada inquiets

Au Canada, on compte entre 200 000 et 400 000 personnes d'origine libanaise, principalement à Montréal. C'est aussi ce qu'on appelle la diaspora libanaise au Canada. Ces personnes tentent de communiquer avec leurs proches

toujours au Liban et regardent ce conflit avec beaucoup d'inquiétude.

Et le cessez-le-feu?

Mardi soir, les États-Unis, Israël et l'Iran se sont entendus pour mettre fin aux violences pendant deux semaines. Mais les pays ne s'entendent pas sur une question: est-ce que ce cessez-le-feu inclut le Liban? Israël et les États-Unis disent que non, alors que l'Iran dit oui.

On sait que, pour le gouvernement iranien, la fin des attaques israéliennes au Liban était un point essentiel de l'entente. Il a dit que ces attaques étaient une « violation grave » du cessez-le-feu.

La situation est donc très instable et il est dur de prévoir ce qui va arriver dans les prochains jours.

Une chose est certaine : cette guerre fait des victimes innocentes, dont des enfants. Pour les As, c'est intolérable. Et pendant qu'on espère la fin de cette terrible guerre, on promet de t'informer des événements importants.

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.

Kyle Rogers, artiste, des bancs aux planches

Kyle Rogers allie sa passion pour l'éducation et le théâtre avec Diamond Dramatics. Originaire de Yellowknife, il souhaite offrir aux jeunes une expérience artistique et pédagogique complète. Malgré les défis, l'enthousiasme est fort et les inscriptions sont prolongées jusqu'au 18 avril.

Élodie Roy

À seulement 22 ans, Kyle Rogers a déjà un parcours riche, guidé par deux passions qui semblent aujourd'hui se rejoindre naturellement : l'éducation et le théâtre. Né et élevé à Yellowknife, il travaille actuellement à l'Assemblée législative, où il anime des visites et participe à divers programmes jeunesse. Mais derrière ce rôle, se cache un jeune créateur ambitieux, déterminé à transmettre son amour des arts de la scène aux nouvelles générations.

De l'enfance à aujourd'hui

Depuis l'enfance, Kyle rêve d'enseigner. « En maternelle, j'avais déjà écrit que je voulais devenir professeur », raconte-t-il en souriant. Une vocation qui ne l'a jamais quitté. Après des études en sciences politiques et en histoire à l'Université de Colombie-Britannique, il envisage aujourd'hui un avenir dans les salles de classe, possiblement en enseignant les sciences sociales... ou même le théâtre.

Car le théâtre occupe une place centrale dans sa vie. Formé en danse pendant près de neuf ans et impliqué dans de nombreuses

productions scolaires, Kyle a toujours aimé monter sur scène. Mais il ne s'est pas arrêté là : ces dernières années, il s'est aussi intéressé aux coulisses, explorant la gestion de scène, l'éclairage et la conception technique. « J'ai toujours voulu tout essayer », explique-t-il.

La toute nouvelle troupe de théâtre

C'est de cette double passion qu'est né **Diamond Dramatics, un tout nouveau projet** qu'il a lancé avec deux collaboratrices, Vivianne et Cassandra. Leur objectif : offrir aux jeunes de 8 à 14 ans une expérience théâtrale complète, à la fois artistique et éducative. Kyle précise que l'objectif n'est pas « seulement apprendre des répliques, mais aussi enseigner le vocabulaire, les techniques, tout ce qui fait le théâtre ».

Leur première production, *Summer Camp: The Musical*, sera présentée en juin à Yellowknife. Pensée comme une initiation accessible, elle promet une ambiance dynamique et inclusive : chaque participant aura un rôle avec des répliques, favorisant ainsi la confiance et l'expression personnelle.

Un enthousiasme constant

Malgré les défis logistiques et financiers d'un projet naissant – en grande partie autofinancé par Kyle lui-même – l'enthousiasme est bien présent. Une quinzaine de jeunes sont déjà inscrits, et l'équipe espère en accueillir davantage. Les inscriptions étaient officiellement ouvertes jusqu'au 12 avril, mais le Diamond Dramatics a décidé d'accorder une extension jusqu'au 18 pour que plus de jeunes puissent avoir une chance de participer.

Pour Kyle Rogers, le succès ne se mesure pas en chiffres, mais en satisfaction personnelle : « Je veux être heureux de ce que je fais et ne pas avoir de regrets. »

Kyle Rogers, membre de l'Assemblée législative et directeur créatif/technique de la nouvelle troupe Diamond Dramatics. (Courtoisie Kyle Rogers)



Kyle, de retour sur les planches du NACC lors d'un spectacle spécial Noël. (Courtoisie Kyle Rogers)



Radio Taïga présente

40 ans
d'aquilon

depuis 1986



Une émission rétrospective de 40 années d'information en français aux Territoires du Nord-Ouest.

Animé par
Batiste Foisy

avec
Alain Bessette
Maxence Jaillet
Cécile Antoine-Meyzonnade

Avec la participation financière de :

Québec

6 épisodes, 40 ans d'histoire

Pour fêter dignement ces quatre décennies d'information, nous avons réuni autour de la table deux anciens rédacteurs en chef de *L'Aquilon*, Alain Bessette et Maxence Jaillet, l'actuelle responsable éditoriale, Cécile Antoine-Meyzonnade, pour discuter de ces années passées, du présent et de l'avenir du journal téniois. Batiste Foisy, également fidèle du média, s'est chargé de rythmer la conversation, ponctuant le tout de passages lus, d'extraits sonores et d'autres surprises...

ÉCOUTEZ L'ÉMISSION